

#ÉtatdUrgence

Bilan de l'État d'urgence

Cinquième prorogation de l'État

Perquisitions administratives

590 perquisitions ordonnées depuis le 22 juillet 2016

65 suites judiciaires dont

25 pour infraction à caractère terroriste.

Autorisations d'exploitation des données copiées lors d'une perquisition



91 saisines du juge des référés

81 autorisation
6 refus
4 dossiers en cours



5 recours en appel devant le conseil d'État

4 autorisations
1 refus confirmé

Assignations à résidence

91 assignations à résidence demeuraient en vigueur à la date du 14 décembre 2016



37 étaient assignées à résidence depuis plus d'un an, soit 40 %

10 entre 6 et 12 mois, soit 8 %

47 depuis moins de 6 mois, soit 52 %

Mesures complémentaires depuis le 22 juillet 2016

13 font l'objet d'un dossier en cour d'instruction en vue d'une interdiction de sortie de territoire

5 font l'objet d'une étude en vue d'une mesure d'éloignement

4 font l'objet d'une mesure de gel des avoirs



34 assignations à résidence font l'objet d'une interdiction de sortie du territoire

Contentieux des assignations à résidence depuis le 22 juillet 2016

52 recours dont
32 en référé
29 absences de suspension
2 suspension
1 affaires en cours

20 recours au fond
18 absences d'annulation
2 en cours



Utilisation des autres mesures de l'état d'urgence

4 fermetures de lieux de cultes

20 zones de protection créés

5 décisions de remise d'armes



2 000 mesures de contrôle d'identité, de fouille de véhicule ou de bagage ordonnées par les préfets

26 décisions préfectorales d'interdiction des cortèges, défilés et